

Les subsides

Inversement, il prête le flanc aux attaques du ministre des Finances (M. MacEachen) quand celui-ci lui a reproché de ne pas comprendre le système. Le ministre n'a pas insisté, mais cela montre que le discours du député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) a piqué au vif les 215 membres de la majorité. Bien entendu, il y a de nombreuses divergences d'opinions entre les partis. Mais s'il y a une chose sur laquelle nous pouvons tous tomber d'accord, c'est que les taux d'intérêt constituent le problème numéro un car chacun sait inconsciemment qu'ils sont responsables du ralentissement de l'économie et le principal facteur de l'inflation. Je crois que ce serait une bonne chose que de nous attaquer au problème de l'inflation. Inflation et taux d'intérêt sont un seul et même problème.

Si vous le permettez, j'aimerais citer quelques chiffres. En 1979, le caucus du parti conservateur a amené le premier ministre à renvoyer la question des taux d'intérêt devant le comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. Le comité a pu ainsi interroger le gouverneur de la Banque du Canada et le ministre des Finances et les obliger à présenter des chiffres pour prouver que leur politique était valable et qu'elle pouvait donner des résultats. Comme ces soi-disant experts, dont le gouverneur de la Banque du Canada lui-même, étaient incapables de prouver que leur théorie donnait de bons résultats depuis 1975, les taux d'intérêt sont restés stationnaires pendant quatre mois, jusqu'au moment où nous avons élu un gouvernement servile qui n'a pas tardé à s'incliner devant ces sages. Depuis lors, les taux d'intérêt ont augmenté et sont demeurés élevés. Quand le public a l'occasion de s'adresser à ses représentants élus, ces ignares qui ne connaissent rien à ces belles théories, nous recueillons des points de vue qui ont bien plus de sens que tout ce qu'on peut obtenir des experts.

● (1450)

J'ai dit tout à l'heure qu'il fallait examiner les données. Ce n'est pas la première fois que je le mentionne. Par le passé, on imputait l'inflation principalement aux dépenses gouvernementales; celles-ci étaient les grandes responsables de la montée des prix. Cependant, aujourd'hui, ce sont les taux d'intérêt qui ont pris la relève. A chaque instant, plus de 500 milliards de dollars sont prêtés à des taux fixes et si le taux d'intérêt moyen est de 15 p. 100, il en coûte annuellement à l'économie 75 milliards de dollars de plus. Et cela fait monter les prix. L'État consacre plus de 13 milliards chaque année au service de la dette. On constate donc que les taux d'intérêt contribuent beaucoup plus largement à faire monter les prix.

Je ne dispose pas de données au sujet de la montée du prix des terrains pour les cinq dernières années, mais je sais que la croissance a été forte. Je ne dispose pas de données non plus sur les frais de main-d'œuvre, sauf que je sais que depuis deux ans, ils progressent un peu moins que l'inflation. Ainsi, en toute franchise, en me fondant sur les données réelles plutôt que sur des slogans subjectifs, nous sommes à peu près certains d'avoir raison quand nous disons que les taux d'intérêt représentent les grandes forces inflationnistes au Canada. Pour maîtriser l'inflation, le premier objectif doit être la lutte contre les taux d'intérêt et voilà pourquoi la Chambre devrait remercier le Nouveau parti démocratique d'avoir présenté cette motion. Elle nous fournit l'occasion d'en discuter.

En ce qui concerne la Banque du Canada, je dis comme le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) qu'il ne faut pas crier

haro sur le gouverneur de la Banque du Canada. C'est un homme compétent, sincère, qui cherche désespérément à bien jouer son rôle, mais il est aux prises avec de profondes transformations des théories économiques. Les économistes ont reconnu qu'ils ne savent pas d'où ils viennent, où ils se trouvent maintenant ni où ils se dirigent. Naturellement, ils essaient tous de trouver la bonne piste et, entre-temps, ils essaient encore d'appliquer les mêmes théories démodées, ce qui leur cause des ennuis. Le député d'Etobicoke-Centre a cependant raison de dire que c'est le ministère des Finances qui est convaincu de l'efficacité d'une politique de taux d'intérêt élevés, et c'est pour cela que l'ancien secrétaire parlementaire du ministre des Finances sait exactement d'où vient le problème. Il a perdu la confiance de tout le monde lorsqu'il a pris la parole à la Chambre pour essayer de dire que le ministère des Finances possédait la science infuse et avait toujours raison. Vous allez trop loin, mon ami.

M. Smith: Wilson est d'accord avec cette politique.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Le gouverneur de la Banque du Canada devrait arrêter d'annoncer le taux d'escompte chaque semaine. C'est ridicule. Personne n'emprunte à la Banque du Canada. Dans ce cas, pourquoi le gouverneur devrait-il fixer le taux d'escompte? Cela ne fait qu'indiquer à quel niveau le gouverneur de la Banque pense que le taux d'intérêt devrait être fixé. Mais il sait très bien, et on peut le voir dans toutes ses déclarations, qu'il essaie surtout de stabiliser la valeur du dollar canadien grâce aux taux d'intérêt. Il ne se préoccupe pas de la masse monétaire; il essaie simplement de stabiliser le taux du change.

Deuxièmement, la Banque devrait cesser d'influer autant qu'elle le fait sur le taux du change. Ce n'est pas en se concentrant sur le taux du change qu'on peut bien gérer la valeur des devises canadiennes.

M. Smith: Regardez nos réserves. Elles n'ont pas changé depuis des années.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): La Banque influe sur le taux du change grâce aux taux d'intérêt.

Troisièmement, la Banque devrait s'occuper uniquement de sa principale fonction. Je pense que les députés de tous les partis seraient d'accord là-dessus, autrement dit, elle devrait contrôler la masse monétaire de façon qu'elle corresponde au taux de croissance économique. Si la banque centrale cessait de s'amuser avec les taux d'intérêt et se concentrerait sur sa principale fonction qui est de contrôler la masse monétaire, elle cesserait en même temps de s'attirer nos critiques, et nous pourrions nous attaquer aux fonctionnaires du ministère des Finances qui adoptent des positions inflexibles dont on n'a pas prouvé l'utilité.

Bon nombre de pays font face aux mêmes problèmes que le Canada et ils se demandent ce qu'ils peuvent faire pour les résoudre. Il suffit de retourner un peu en arrière, monsieur l'Orateur, pour constater que les États-Unis se préoccupent publiquement des mesures qu'ils devraient prendre plus que n'importe quel autre pays du monde. On ne le saurait jamais à lire la Presse canadienne ou à écouter la radio ou la télévision canadienne. C'est parce qu'ils savent, à l'instar des députés de la Chambre, que nous sommes tous assez stupides quand il s'agit de discuter de questions monétaires et financières. Ils ne veulent pas intervenir et donner leur avis comme nous devons